

REVUE DU **DROIT
& PUBLIC**
DE LA SCIENCE POLITIQUE
EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

RDP
2000

JACQUES ROBERT - JEAN-MARIE AUBY

VALIDATIONS LÉGISLATIVES

•

RESPONSABILITÉ POLITIQUE
ET RESPONSABILITÉ PÉNALE

•

COUR EUROPÉENNE
DES DROITS DE L'HOMME

•

DÉNATURATION

•

ACCORDS DE SCHENGEN
ET DROIT D'ASILE

•

FONCTION PUBLIQUE

•

JURISPRUDENCE CONSTITUTIONNELLE
ET ADMINISTRATIVE
(CUMUL DES MANDATS,
POPULATIONS D'OUTRE-MER,
CONTENTIEUX ÉLECTORAL)

N°3

L.G.D.J

s o m m a i r e



Mai-Juin 2000

N° 3

Pages 609 à 940

CARDEX	<input checked="" type="checkbox"/>
VOCES	<input type="checkbox"/>
B. DATOS	<input type="checkbox"/>
OK	<input type="checkbox"/>
juin 2 2000	

ACTUALITÉ CONSTITUTIONNELLE

Validations législatives des strates jurisprudentielles de plus en plus nombreuses

Jean-Pierre Camby

611

ACTUALITÉ ADMINISTRATIVE

Le contentieux de la fonction publique et la Convention européenne des droits de l'homme

Xavier Prétot

617

CHRONIQUES DE FOND

Modernisation ou crise de l'État démocratique

Jean Petot

633

Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme : affaires françaises (1999)

Frédéric Sudre

699

CHRONIQUE CONSTITUTIONNELLE

Responsabilité politique et responsabilité pénale : entre fléau de la balance et fléau de société

Philippe Chrestia

739

CHRONIQUES ADMINISTRATIVES

Le contrôle de la dénaturation dans le contentieux administratif

Frédéric Colin

779

Le juge administratif français face à l'application de la Convention de Schengen dans ses dispositions sur le droit d'asile. Bilan juridictionnel de l'application en France des accords de Schengen

Emmanuel Aubin

829

NOTES DE JURISPRUDENCE CONSTITUTIONNELLE

Le cumul des mandats devant le Conseil constitutionnel. Commentaire des décisions du Conseil constitutionnel du 30 mars 2000

François Luchaire

863

§ 1

La Constitution, Mayotte et les autres.

Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel du 4 mai 2000 portant sur la loi organisant la consultation de la population de Mayotte

Anne-Marie Le Pourhiet

883

§ 2

La question de la libre détermination statutaire des populations d'outre-mer devant le Conseil constitutionnel (la décision n° 2000-428DC du 4 mai 2000)

Félicien Lemaire

907

**CONCLUSIONS DES COMMISSAIRES
DU GOUVERNEMENT**

M. Touvet

933